



WATER, MEGACITIES
AND GLOBAL CHANGE

Égalité des genres, eau et adaptation au changement climatique dans les mégapoles

Auteur : Vasudha Pangare

1. Introduction

L'intégralité de la croissance de la population devrait être absorbée par les zones urbaines du monde entier durant les quatre prochaines décennies, mais cette croissance se concentrera dans les villes des régions les moins développées¹. Le nombre de citoyens devrait augmenter de près de 3 milliards d'ici 2050. L'approvisionnement en eau potable salubre et sûre de ces populations urbaines grandissantes constitue donc un des plus grands défis aujourd'hui et pour l'avenir. C'est d'autant plus vrai dans les mégapoles où la densité de population est élevée, où l'expansion des logements et des immeubles ne cesse de croître et où les infrastructures sont étendues au maximum.

On imagine souvent que les villes fournissent de meilleurs services d'eau et d'assainissement que les zones rurales, mais l'accès à ces services dépend de nombreux facteurs comme l'emplacement de l'habitation, la situation économique des membres de la famille, sa ségrégation/son intégration sociale au sein de la communauté, la connexion ou non de l'habitation aux canalisations et le réseau d'approvisionnement de la ville. L'équité géographique et sociale des services de distribution n'est pas garantie et dépend de facteurs complexes. De ce fait, des services en faveur des pauvres ou des services tournés vers l'égalité sont rares dans les mégapoles. On avance souvent les contraintes financières des fournisseurs comme les raisons d'une distribution inégale ou insuffisante des services. Cependant, le manque de responsabilité des fournisseurs envers les usagers est parfois mis en cause². La responsabilité nécessite la contribution significative des usagers dans la planification, la distribution et le contrôle des services de l'eau. Ainsi, il est plus facile d'assurer des services fiables, durables et abordables à un plus grand nombre d'habitants³. Ceci dépend d'une bonne gouvernance et de l'engagement d'hommes et de femmes en tant que partenaires égaux et acteurs du changement⁴.

Des stratégies favorisant la participation du public dans la planification politique et la prise de décision pour les services de distribution d'eau et d'adaptation au climat ainsi que des éléments d'amélioration pour répondre aux catastrophes liées à l'eau ont été conçus pour la population des zones vulnérables. Elles utilisent des structures sociales déjà existantes pour la prise de décision et la communication d'informations. Ces structures ne sont pas nécessairement représentatives de la communauté et ne permettent pas toujours aux femmes de

¹ <http://www.unwater.org/topics/water-and-urbanization/en/>

² Yael Velleman, *Social accountability Tools and mechanisms for improved urban water services*, WaterAid, June 2010, p. 3.

³ *Ibid.*

⁴ *WomenWatch: Égalité des genres et urbanisation durable* - fiche descriptive, Nations Unies, <http://www.un.org/womenwatch/feature/urban/>

participer ou de se faire entendre. Les hommes et les femmes ont des accès à l'eau différents et les faiblesses spécifiques au genre sont liées aux contextes socio-économique, politique et spatial. Comprendre ces faiblesses permettrait d'analyser les différents besoins et capacités des hommes et des femmes et le type d'actions nécessaires à l'amélioration de la sécurité de l'approvisionnement en eau, en les adaptant à l'impact du changement climatique. Cela permettrait également de leur fournir des recommandations pour participer à la lutte contre le changement climatique. Les réponses seraient également plus efficaces si elles se concentraient sur les différents besoins, les contraintes et les forces des différents groupes d'hommes et de femmes dans leur communauté locale.

Cet article a pour but d'attirer l'attention sur les disparités entre les genres dans le domaine de l'eau urbaine et de l'adaptation au changement climatique, et à proposer des mesures afin d'intégrer ces paramètres dans les plans d'adaptation au climat dans les mégapoles.

2. Comprendre le genre

Le genre renvoie aux différences sociales et culturelles entre les hommes et les femmes, à leurs responsabilités, à leurs devoirs, leurs connaissances et avant tout aux relations entre hommes et femmes. Le genre ne fait pas simplement référence aux femmes ou aux hommes mais à la façon dont leurs aptitudes, leurs attitudes et leur identité sont déterminées dans le processus de socialisation. Le genre est généralement associé à l'idée d'un pouvoir et d'un accès aux choix et aux ressources inégaux. Les différentes positions des femmes et des hommes sont influencées par des réalités historiques, religieuses, économiques et culturelles. Ces relations et responsabilités se transforment avec le temps⁵.

Le concept de genre est explicité dans les points suivants :

- ✓ Le sexe désigne les différences physiques entre les hommes et les femmes en fonction de leur rôle reproductif.
- ✓ Le genre fait référence aux rôles des hommes et des femmes dans la société et à leurs relations l'un à l'autre, socialement et culturellement construits et déterminés.
- ✓ À travers le processus de socialisation, chaque société et chaque culture inculquent aux hommes et aux femmes des façons de se comporter, des traits de personnalité, des attitudes, des valeurs différentes et les rapports de force entre hommes et femmes. Ainsi, une attitude acceptable dans une culture, une société ou un pays donné peut ne pas l'être ailleurs.

⁵ Cap-Net and Gender and Water Alliance, *Why Gender Matters in IWRM*.

- ✓ Il est donc généralement accepté que les hommes ou les femmes peuvent ou non faire certaines choses. Par exemple, les hommes ont le droit d'utiliser les transports en commun et de voyager seuls, ce qui n'est parfois pas le cas pour les femmes, qui sont tenues d'être accompagnées d'un homme. Ces restrictions de mobilité réduisent les choix pour les femmes dans de nombreux domaines tels que l'emploi, les opportunités de gagner de meilleurs revenus, d'accéder à une meilleure éducation, à des ressources financières et d'améliorer la sécurité de leurs moyens de subsistance.
- ✓ Les différences liées au genre traversent les races, l'appartenance ethnique, les classes sociales, l'âge, la santé et le handicap. Les catégories sociales sont interconnectées et subdivisées par genre. Les pauvres des villes, par exemple, ne peuvent être considérés comme un groupe. Le niveau et l'étendue de la pauvreté seront déterminés par l'appartenance ethnique, la race, l'âge, le sexe et les rôles selon le genre. Les conglomérats urbains regroupent plus de femmes pauvres que d'hommes pauvres.
- ✓ Les inégalités liées au genre existent en raison des rapports de forces inégaux entre les hommes et les femmes et ont été entretenues et confirmées au fil des générations. Le point de vue des hommes prédomine sur celui des femmes, si bien que peu de femmes participent aux prises de décisions à différents niveaux, même dans leur foyer.
- ✓ Les rôles et les relations selon les genres changent en fonction du temps et des différents contextes. Par exemple, le droit de vote des femmes, les femmes dans la politique, les femmes chefs d'entreprises ou les femmes qui portent des pantalons n'étaient autrefois pas acceptables dans de nombreuses cultures mais les années ont changé la donne. Bien qu'il reste du chemin à parcourir, les femmes aujourd'hui peuvent s'affirmer et endossent des rôles de leaders. De même, le rôle des hommes est en mutation. Ils participent activement aux tâches domestiques beaucoup plus qu'autrefois.

Les constructions sociales ont rendu plus accessibles aux hommes les ressources telles que la terre, l'eau, le crédit et le capital, la mobilité et l'information. Partout dans le monde, on attribue plus aux femmes la responsabilité de la famille, qui comprend également l'approvisionnement en nourriture et en eau, l'éducation des enfants et le soin apporté aux membres de la famille âgés ou malades. Ces tâches peuvent s'avérer très compliquées et chronophages lorsque l'accès à l'eau, à la nourriture, à l'énergie et à la mobilité est insuffisant. Le temps est de ce fait une ressource rare pour beaucoup de femmes. Les tâches liées au soin de la famille et du foyer ne sont pas estimées au niveau économique et ne sont pas reconnues comme contribuant à l'économie. Ces inégalités persistent même dans des pays qui reconnaissent l'égalité des genres et accordent aux femmes une large part dans le marché officiel de l'emploi.

La mise en avant du concept de genre est une stratégie visant à intégrer les préoccupations et les expériences des femmes et des hommes dans la conception, la mise en place, le contrôle et l'évaluation des politiques et des programmes dans toutes les sphères politiques, économiques et sociétales afin de rééquilibrer l'inégalité entre les femmes et les hommes. Le but ultime est de parvenir à une égalité des genres⁶.

3. L'importance du genre en matière d'eau, de nourriture et de sécurité des moyens de subsistance dans les mégapoles

Le besoin en eau est quotidien pour boire, pour l'hygiène et pour des raisons sociales, religieuses et économiques. Dans les zones rurales, l'environnement donne un accès à l'eau aux populations. Dans les zones urbaines, la plupart des habitants dépendent de l'eau distribuée par les installations, directement chez eux ou par le biais de bornes fontaines publiques. Chaque société a ses normes qui dictent le comportement des hommes et des femmes et les rôles qu'ils sont censés jouer dans le foyer et dans la communauté. Dans la plupart des sociétés, dans les pays développés comme dans les pays en voie de développement, la responsabilité de l'eau, de son accès jusqu'à son utilisation dans le foyer incombe aux femmes. Préparer la nourriture, nettoyer, laver le linge, assurer l'hygiène de la famille et de la maison sont des tâches qui nécessitent de l'eau et qui sont principalement assurées par les femmes. L'hygiène et la propreté sont particulièrement importantes pour les femmes en raison de leur fonction reproductrice.

Les foyers pauvres ou les communautés vivant dans des bidonvilles ou des habitations informelles n'ayant pas accès au réseau de distribution d'eau couvrent leurs besoins en eau en puisant dans différentes sources et par différents moyens. La plupart du temps, ce sont les femmes et les filles qui vont puiser l'eau gratuitement dans des sources publiques ou privées, protégées ou non protégées, et/ou achètent l'eau à des pourvoyeurs officiels ou non-officiels, en fonction de la quantité et de la qualité de l'eau disponible⁷. Les familles pauvres n'ont pas

⁶ *Ibid.*

⁷ Pangare G., Pangare, V., *Informal Water Vendors and Service Providers in Uganda: The Ground Reality*, Research Paper for The Water Dialogues, UK, 2008, <http://www.waterdialogues.org/documents/>

assez de ressources financières pour relier leur foyer au réseau de distribution d'eau mais elles dépensent finalement plus d'argent en achetant de l'eau souvent de mauvaise qualité aux vendeurs d'eau. La consommation d'eau de mauvaise qualité entraîne des risques sanitaires qui aggravent la situation.

Un accès à l'eau ou un approvisionnement insuffisant ont différents impacts sociaux, économiques et sanitaires pour les hommes et les femmes. Il faut des ressources économiques pour obtenir assez d'eau au quotidien pour couvrir ses besoins personnels et ceux de la famille. Or il faut du temps et des ressources pour accéder à l'eau nécessaire au quotidien, ce qui implique une perte de revenus principalement pour les femmes qui ne peuvent pas aller travailler, contribuant ainsi à perpétuer la crise économique. Ce constat est particulièrement vrai dans les foyers dirigés par des femmes. La rareté de l'eau touche également la scolarisation des enfants, surtout des filles, qui au lieu d'aller à l'école doivent aller chercher de l'eau. Investir dans l'infrastructure nécessaire à l'approvisionnement en eau et à l'assainissement pourrait réduire considérablement les coûts liés à la santé et la perte de main d'œuvre liée aux maladies. Cela permettrait également de soulager les femmes du fardeau de la collecte d'eau destinée à la cuisine, au linge et autres usages du foyer⁸, pour qu'elles se consacrent à des activités productives.

À mesure que les villes grossissent dans le monde, le rôle des agriculteurs urbains devient de plus en plus important. Le pourcentage de familles qui vivent en ville et qui travaillent dans l'agriculture varie de 10% dans les grandes villes nord-américaines à 80 % dans de plus petites villes de Sibérie ou d'Asie. Les activités informelles des agriculteurs urbains nécessitent une aide financière et technique⁹.

Il existe un grand nombre de femmes qui travaillent dans l'agriculture urbaine et périurbaine et contribuent ainsi largement à la sécurité alimentaire urbaine. L'agriculture urbaine a une longue tradition en Asie et en Europe. Il existe environ 200 millions d'agriculteurs urbains dans le monde qui approvisionnent 700 millions d'habitants soit environ 12 % de la population mondiale, et on estime que l'agriculture urbaine constitue une source de revenus directe pour au moins 100 millions de gens¹⁰.

L'agriculture urbaine constitue un moyen de subsistance important et une source de revenus pour beaucoup, surtout des femmes, qui à cause du manque d'éducation et/ou de leur inaptitude à trouver un emploi ne parviennent pas à

InformalWaterVendorsandServiceProvidersinUganda.pdf

⁸ *Ibid.*

⁹ FAO, *Feeding the cities; The role of urban agriculture*, <http://www.fao.org/docrep/x0262e/x0262e22.htm>

¹⁰ *Ibid.*

garantir la sécurité alimentaire de leurs familles. Les agriculteurs urbains et périurbains cultivent pour leur consommation privée et pour beaucoup de femmes, c'est une occupation à temps partiel et une source de revenus provenant de la vente de la production excédentaire. Les marchandises telles que les fruits, les légumes, le porc et la volaille couvrent 10 à 40 % des besoins nutritionnels des familles urbaines dans les pays en voie de développement et comptent ainsi pour une grande part de la sécurité alimentaire en ville¹¹.

Selon la FAO¹², l'agriculture urbaine offre de gros avantages dont des revenus pour les producteurs ; un emploi pour les personnes sous-employées ou au chômage; des progrès pour l'environnement en permettant de réduire le ruissellement ; la baisse des coûts engendrés par le traitement des eaux usées et l'élimination des déchets solides ; une substitution à l'importation ; la réduction de l'insalubrité en ville. L'eau usée est une source fiable d'irrigation même en période de rareté et elle contient des nutriments nécessaires à la croissance des plantes. L'utilisation des eaux usées pour l'agriculture est une forme de recyclage des nutriments et de l'eau. Cependant, l'utilisation des eaux usées non traitées pour la production alimentaire a des impacts sur la santé. C'est pourquoi l'irrigation grâce aux eaux usées doit être réglementée.

L'agriculture urbaine et périurbaine étant souvent non reconnue par les autorités locales en tant qu'agriculture « légitime », les agriculteurs hommes et femmes sont constamment menacés de perdre leur accès à leurs terres et à l'eau qu'ils utilisent pour leur production alimentaire. Il est important de reconnaître que les ressources en eau potable comme en eaux usées sont utilisées pour l'agriculture, et les projets urbains doivent prendre des dispositions pour entretenir cette activité économique importante, étant donné qu'elle contribue à la sécurité alimentaire de la ville. Le régime foncier pour les femmes qui pratiquent l'agriculture est très important, étant donné que les femmes possèdent très peu de ressources productives, ayant beaucoup moins accès à la terre et à l'eau à des fins économiques. Les autorités locales doivent contrôler l'utilisation des eaux usées pour l'irrigation afin de s'assurer qu'elle est saine pour la production alimentaire, pour les agriculteurs comme pour les consommateurs. Des services de vulgarisation pour les agriculteurs, femmes ou hommes, devraient fournir une formation, des graines et d'autres aides techniques afin de faire de l'agriculture urbaine un commerce viable.

¹¹ *Ibid.*

¹² *Ibid.*

4. Le genre et l'adaptation au changement climatique dans les mégapoles

La capacité d'adaptation des individus et des foyers dépend de leur niveau de sécurité en matière d'eau, de nourriture et de moyens de subsistance. Un revenu et un emploi fixes, un accès à des ressources financières, un accès à l'eau, à la nourriture et à l'assainissement, la qualité de l'infrastructure, un accès à l'énergie et une aide sociale au sein de leur communauté constituent des facteurs positifs pour leur capacité d'adaptation. Les plus atteints en cas de catastrophes climatiques sont les hommes et les femmes qui gagnent leur vie dans le secteur informel et qui ne bénéficient pas de systèmes d'aide sociale et financière. Dans ce contexte, les femmes pauvres et les foyers dirigés par des femmes sont les moins adaptables au changement climatique. La charge de travail des femmes augmente en cas de pénuries de nourriture et d'eau dues à des phénomènes climatiques et elles doivent encore plus prendre soin de leurs familles lorsque le climat affecte leur santé ou leur bien-être psychologique¹³. *Notons que le rôle des femmes en tant qu'aide familiale ou professionnelle lors d'une catastrophe climatique est souvent peu visible, tandis que les services rendus par les hommes lors d'opérations de sauvetage et d'urgence sont plus visibles et reconnus par la communauté*¹⁴.

Les phénomènes climatiques et les catastrophes perturbent non seulement l'infrastructure physique mais également la structure de la société. La vie change et avec elle la manière « normale » de faire les choses. Même si les disparités sociales et entre les sexes sont exacerbées par les impacts du changement climatique¹⁵, les catastrophes naturelles offrent souvent aux femmes l'occasion de se mettre au défi et d'avoir un meilleur statut dans la société¹⁶. Non seulement les femmes assument des fonctions traditionnellement masculines en-dehors de leurs foyers mais elles le font de surcroît contre la volonté des hommes de la communauté, mettant ainsi en question leur rôle tel qu'il est perçu par la société. *Les femmes sont plus efficaces et mobilisent mieux la communauté pour faire face aux catastrophes*¹⁷ et suite à leurs efforts, elles développent de nouvelles qualités de gestion. C'est seulement en cas de situations extrêmes telles que la sécheresse ou les catastrophes naturelles, que les hommes semblent jouer un rôle majeur dans l'accès à l'eau destinée à un usage domestique, responsabilité qui incombe normalement aux femmes.

¹³ *Guidebook on Gender and Urban Climate Policy*, juin, 2015.

¹⁴ *Ibid.*

¹⁵ *Ibid.*

¹⁶ PAHO (Pan-American Health Organization), *Gender and Natural Disasters. Fact Sheet of the Program on Women, Health and Development*. Washington DC, 2001.

¹⁷ *Ibid.*

Cinq bonnes raisons pour lesquelles les villes devraient adopter une approche tenant compte de l'égalité entre les sexes pour leur politique liée au climat

Le changement climatique représente un réel défi pour les villes mais également une occasion de travailler en faveur de villes plus saines, plus vivables, plus durables, plus équitables et ouvertes pour les raisons suivantes :

Tout d'abord, les femmes comme les hommes ont le droit de s'investir dans la prise de décisions concernant la politique sur le changement climatique, au niveau de la ville ou du voisinage. Une participation égale des femmes et des hommes renforce la légitimité d'une politique urbaine sur le climat et donne un sentiment d'appartenance.

Deuxièmement, la politique sur le climat ne concerne pas seulement les technologies mais également la population. Cette dernière est sujette aux impacts du changement climatique et sa consommation ainsi que sa mobilité sont la cause sous-jacente des émissions de gaz à effet de serre. Ainsi, la population est à la fois le problème et la solution. Cela signifie qu'une politique sur le climat ne sera efficace que si elle prend en compte les individus, leurs rôles selon leur sexe et leurs tâches traditionnellement attribuées dans la société. Ainsi, les politiques urbaines sur le climat et les mesures sont plus acceptables, viables et efficaces.

Troisièmement, les politiques doivent s'adapter aux besoins et aux capacités de tous les citoyens, femmes ou hommes, et prendre en compte les groupes pauvres ou marginalisés. Sans quoi, c'est tout un éventail de ressources humaines, de potentiel d'innovation et de connaissances traditionnelles et pratiques qui demeureront inexploitées.

Quatrièmement, une approche tenant compte de l'égalité entre les sexes favorisera une politique plus juste et plus équitable qui prendra en compte le fait que dans la plupart des cas, ceux qui émettent le moins de gaz à effets de serre sont les plus vulnérables et inversement. Si la question de l'égalité entre les sexes dans le réchauffement climatique n'est pas traitée, les impacts du changement climatique aggraveront les inégalités existantes et auront des effets négatifs.

Cinquièmement, la pleine intégration des préoccupations sociales et liées au genre dans la politique sur le climat optimisera les ressources disponibles pour tout le monde, femmes et hommes, filles et garçons¹⁸.

¹⁸ Cf. *Gender and Urban Climate Policy*. Les politiques tenant en compte l'égalité entre les sexes sont publiées par la société Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH en collaboration avec le programme United Nations Human Settlements Programme (UN-Habitat) et le GenderCC-Women for Climate Justice, juin 2015, p. 7.

5. Intégration des questions de l'égalité des sexes dans l'adaptation au climat¹⁹

✓ Alors qu'un environnement propice pourrait être créé par une politique descendante qui faciliterait l'intégration de la question du genre dans l'adaptation au changement climatique, cela ne suffirait pas pour traiter les problèmes, il faudrait également une approche ascendante pour éveiller les consciences des gouvernements locaux et mobiliser les communautés locales.

À Lagos²⁰, le rôle des organisations de la société civile (dont les femmes et les mouvements de jeunesse) est détaillé dans la section 4.2.6 de la **National Water Supply and Sanitation Policy (2000)**, spécifiant que les ONG s'engagent par leur présence à épauler le gouvernement dans ses efforts d'assainissement, notamment dans l'éducation en matière de santé et d'hygiène. Ainsi, les ONG devront, entre autres tâches, assurer :

1. La sensibilisation et la mobilisation
2. L'éducation en matière de santé et d'hygiène ainsi que la sensibilisation de la population à l'assainissement
3. Le développement d'un programme d'assainissement par quartier
4. La formation et le renforcement des capacités de la population
5. Le développement de supports de communication facilement compréhensibles et acceptables par la population
6. La recherche de fonds et le financement des projets
7. Un lien entre le gouvernement et les communautés
8. La production et la consolidation de données pertinentes en travaillant avec les agences gouvernementales

✓ Les mesures d'adaptation au climat nécessitent de renforcer la résilience de l'infrastructure et des services mais également des individus, des foyers et des communautés. Pour ce faire, la première étape serait d'évaluer les besoins, les capacités et les vulnérabilités selon les sexes dans différents groupes sociaux, culturels, ethniques situés dans différents lieux de la mégapole. Cela permettrait

¹⁹ Plusieurs exemples de la politique porteuse d'intégration et des processus participatifs cités dans cette section proviennent d'autres chapitres sur les mégapoles. Bien que ces exemples ne traitent pas de façon spécifique la question de l'intégration de l'égalité des sexes, ils démontrent que les processus participatifs peuvent être mis en place avec succès. Ces exemples montrent aussi les opportunités d'intégration de l'égalité des sexes dans la politique et la prise de décision.

²⁰ Cf. Akomeno U. Oteri, R. A. Ayeni, *The Lagos Megacity*, 2015.

de construire un planning d'interventions approprié pour chaque groupe d'individus et d'augmenter leur efficacité.

Généralement caractérisé par des logements extrêmement pauvres, un accès insuffisant à l'eau et à l'assainissement et par des logements surpeuplés et dangereux, les hommes et les femmes dans les bidonvilles et les auto-constructions sont plus encore plus fortement touchés par les phénomènes climatiques que dans d'autres parties de la ville. Cela s'explique surtout par le fait que les bidonvilles et les auto-constructions sont le plus souvent fondés sur des zones de faible altitude ou dans des parties de la ville où l'immobilier n'est pas cher et attire donc beaucoup moins d'investissements pour les infrastructures. Par conséquent, ces zones sont plus vulnérables aux effets des phénomènes météorologiques extrêmes tels que les inondations ou la sécheresse.

À Buenos Aires, les plus fortes inondations ont lieu dans les parties inférieures des bassins versants des fleuves et des cours d'eau et touchent les habitations les plus pauvres, situées sur un terrain de moindre qualité environnementale, le marché de l'immobilier fixant des prix plus élevés pour les terrains moins touchés par les inondations et par conséquent d'une densité plus élevée. Les règles publiques sont insuffisantes et le contrôle public ne n'est pas en mesure de dissuader les constructions dans ces zones inondables ou de mauvaise qualité environnementale. Malgré les critiques de plus en plus nombreuses de cette ségrégation sociale liée à l'espace, l'accès inégal à la ville ne figure pas parmi les priorités du gouvernement. Le changement climatique implique également de relever le défi de l'eau potable et de l'assainissement, en veillant à : étendre ces services aux zones vulnérables où il n'existe pas d'approvisionnement en eau à ce jour ; garantir la qualité, la quantité et la continuité du service ; préserver la qualité et la quantité des sources d'eau et de toutes les installations qui composent le système²¹.

✓ Il est nécessaire d'impliquer les hommes et les femmes de différentes localités et groupes sociaux en réglementant et en contrôlant les services des eaux afin d'éveiller la responsabilité des individus et de s'assurer que les services des eaux sont adaptables au climat.

Les organisations de la société civile de Manille sont actives à deux niveaux : d'une part, dans le suivi des performances et des retours sur investissements des deux concessionnaires, et, d'autre part, dans la promotion des programmes communautaires d'approvisionnement en eau à destination des populations d'habitats informels importants et mal desservis. La campagne de protestation contre l'augmentation des tarifs (dont la « Freedom from Debt Coalition »), par exemple, s'est avérée un moyen utile de focaliser l'attention du public sur les

²¹ Cf. Emilio J. Lentini, *Water Management and Climate Change in the Buenos Aires Metropolitan Area, Argentina*, 2015.

conditions de la convention de concession. Des réseaux tels que « Bantay Tubig » et le « Citizens' Network for Adequate, Potable and Affordable Water » ont également soutenu cette cause. Tout cela a pour le moins poussé les concessionnaires à admettre la nécessité de prendre en compte l'opinion de la société civile et de réorganiser leurs structures pour y inclure des accords d'engagement avec les ONG.

Nombreuses sont les communautés locales ayant conclu un accord avec de petits fournisseurs d'eau collaborant avec les concessionnaires, dans le but d'alimenter les zones non desservies. Les organisations populaires (PO) qui ont été mises en place servent ainsi d'interface afin de mobiliser les communautés. Elles ont pour objectif de mesurer la consommation d'eau, de garantir le règlement des factures en temps et en heure et de gérer les dysfonctionnements (fuites et vols). Les organisations populaires accompagnent utilement les concessionnaires en répondant à leurs obligations visant à approvisionner les personnes défavorisées des zones urbaines. Parmi les avantages résultant de cet accord, on note les gains des organisations populaires souvent réinjectés dans les communautés locales et utilisés dans le cadre de projets sociaux tels que les chemins pavés, l'éclairage des rues et l'assurance de la propriété formelle des terrains occupés par la communauté²².

✓ Il faut encourager les hommes comme les femmes à participer aux prises de décisions en apportant des mécanismes pour favoriser l'interaction entre les décideurs et les fournisseurs de services. Il est également important de sensibiliser les fonctionnaires locaux au sujet du besoin et de l'importance de favoriser l'insertion sociale dans les prises de décisions et d'apporter un mécanisme de dialogue entre les décideurs, les responsables de la mise en œuvre des décisions, les parties prenantes et les citoyens. La capacité doit être développée à différents niveaux de gouvernance, afin d'évaluer et de comprendre les différences liées au sexe, tandis que les hommes et les femmes de la communauté devraient être formés pour participer aux programmes de conservation et d'adaptation.

À Mexico City, la LAN (National Water Law) et ses réglementations complémentaires établissent les règles applicables aux concessionnaires des eaux nationales. Elles exigent que les secteurs utilisateurs et le public soient activement impliqués dans la gestion et l'administration de l'eau. Les autorités veulent ainsi éviter que les réglementations soient considérées comme un devoir arbitraire et que les différentes parties rechignent à les appliquer. L'organisme des Conseils du bassin et des Comités techniques en charge des eaux souterraines (COTAS) a ainsi été créé afin de promouvoir cette participation sociale. Il représente les secteurs impliqués dans la gestion et l'utilisation de l'eau (utilisateurs, organes gouvernementaux, secteur privé, universités) et la planification, la prise de décision, l'étude et le contrôle de la politique de l'eau. Trois organes subsidiaires créés

²² Cf. Arjun Thapan, *The City of Manila*, 2015.

conformément aux directives définies par la CONAGUA se retrouvent dotés d'une personnalité juridique. Ils reçoivent une allocation de la CONAGUA à laquelle peut s'ajouter un montant équivalent versé par les gouvernements des États concernés. Bien qu'ils ne soient pas en mesure d'exercer une quelconque autorité, ils facilitent la collecte de données nécessaires à l'étude des sources d'eau. Ils participent également à l'élaboration des plans et des réglementations en matière de gestion de l'eau, aident les parties à contrôler le respect de ces dernières et font le lien entre les utilisateurs et la CONAGUA²³.

Fournir des avantages pour les hommes et les femmes afin de les encourager à participer activement et à contribuer aux programmes de conservation de l'eau.

Los Angeles organise une multitude d'évènements et met en place de nombreux programmes de sensibilisation du public visant à informer, impliquer et instruire les habitants et les clients sur les enjeux liés à l'eau. Le succès de Los Angeles en matière de conservation des ressources en eau est un excellent exemple de l'impact positif que les programmes de sensibilisation tels que « Save the drop » et « Cash in your lawn » peuvent avoir sur la prise de conscience du public quant à la pénurie d'eau. Grâce aux programmes de sensibilisation à différentes mesures d'incitation, les consommateurs en eau ont changé leurs habitudes de consommation et la demande moyenne par habitant a baissé de 34 % par rapport à 1990, passant ainsi de 173 gallons/jour à 113 gallons/jour (655 à 428 l/j/h). Los Angeles, autrefois réputée pour sa forte consommation d'eau, a aujourd'hui l'un des taux de consommation par habitant les plus faibles des grandes villes américaines²⁴.

✓ Il est crucial d'informer la population au sujet des propositions de changements dans la politique, comme la politique des prix, ou dans la prestation de services et d'engager un dialogue avant de prendre des décisions. Il faut également écouter leurs points de vue et les prendre en considération. Sans l'aide de la population, il est impossible de réformer la politique.

À Paris, la tarification de l'eau a fait débat pendant des années pour deux raisons majeures : le poids de la facture de l'eau sur les foyers les moins avantagés et la viabilité du financement des compagnies des eaux. La facture payée par l'utilisateur n'est pas suffisamment justifiée. Or c'est essentiel pour débattre des services publics d'eau et d'assainissement²⁵.

À Londres, en partie incitées par le régulateur et favorisées par l'augmentation de

²³ Cf. Subdirección General Técnica Gerencia de Aguas Subterráneas, *Water Supply in Megacities: The Case of the Mexico City Metropolitan Area*, 2015.

²⁴ Cf. Adel Hagekhalil, Marty Adams, Inge Wiersema, *City of Los Angeles*, 2015.

²⁵ Cf. Jean-Pierre Tabuchi, Bruno Tassin et Cecile Blatrix, *Greater Paris : Water and Global Change*, 2015.

la concurrence entre fournisseurs, mais aussi à cause de la nécessité d'expliquer des enjeux complexes aux utilisateurs afin d'avoir leur soutien, il est devenu plus que jamais important d'être à l'écoute des différents types d'utilisateurs. Des études sur les attitudes des consommateurs ont été effectuées par les compagnies d'eau et l'organisation qui met en place une recherche collaborative pour le compte de l'industrie de l'eau : « UK Water Industry Research » (UKWIR). Un rapport de l'UKWIR intitulé « Post PR 14 Customer Engagement Communication and Education²⁶ » a notamment été publié récemment. L'étude a été commandée afin de permettre au secteur de faire le point collectivement et d'évaluer les programmes des compagnies en matière d'engagement consommateurs en analysant différents points : la recherche pure, une démarche de consultation plus importante et une meilleure communication avec le consommateur grâce aux programmes et aux campagnes d'éducation. Ce rapport comprend 6 principes de bonnes pratiques et d'orientations provenant de compagnies pour développer et mettre en œuvre l'engagement consommateur dans le futur, et pour les CCGs de dresser le bilan de ces activités.

Il a fallu apprendre à mieux expliquer aux consommateurs la nécessité d'utiliser des compteurs, eux qui pendant longtemps avaient eu un accès illimité à l'eau traitée et estimaient que c'était un droit absolu. Il a fallu aborder certaines questions comme celle de savoir ce qui pouvait être jeté ou pas dans les toilettes ou purgé car en diminuant la quantité de déchets inappropriés déversés dans les égouts, on réduit les cas d'engorgements et cela permet d'allonger la durée de vie des égouts. La comparaison entre les systèmes de réparations non-intrusifs et les systèmes intrusifs ont démontré que les nouvelles approches n'apportent pas uniquement que des avantages à court terme²⁷.

✓ Il faut veiller particulièrement à ce que les systèmes d'alerte précoce, la connaissance et l'information atteignent les hommes et les femmes de façon égale dans la communauté. Dans les communautés où la mobilité des femmes est réduite à cause des normes culturelles, les femmes n'ont pas forcément accès aux systèmes d'alerte, à des abris en cas de phénomènes météorologiques extrêmes ou encore à des services d'aide après les sinistres. Les recherches tendent à montrer que les femmes et les filles sont plus vulnérables lors de certaines catastrophes naturelles à cause du manque d'accès à l'information et de formation en compétences essentielles pour la survie, et de leur mobilité réduite hors de leur foyer pour des raisons culturelles. Souvent, les abris ne sont pas conçus pour recevoir des femmes en termes d'hygiène et de sécurité. Ils nécessiteraient des arrangements spéciaux.

Chaque année, avant la saison des inondations, Beijing mettra en place un plan d'action d'urgence en cas d'inondation. Ce plan vise avant tout à protéger la vie et

²⁶ Post PR 14 Customer Engagement, Communication and education, UKWIR London 2015.

²⁷ Cf. Jo Parker, *Water in London and the Response to Climate Change*, 2015.

la sécurité. Le même objectif de prévention des inondations est présent dans les lois, au gouvernement, à l'administration juridictionnelle, dans la mobilisation de la société et des professionnels. L'obligation de rendre des comptes est incluse dans ce plan. Des programmes de publicité et d'aide sociale sur la prévention des inondations et la réduction des risques ont été menés à travers les médias, qui s'efforcent de transmettre les connaissances nécessaires dans les écoles, sur les lieux de travail, dans les communautés et les familles, et enfin sensibilisent les gens à la prévention des catastrophes et aux techniques d'auto-assistance²⁸.

✓ Une assistance technique et financière doit être apportée, particulièrement pour les pauvres, afin de les préparer aux phénomènes météorologiques extrêmes qui pourraient causer des inondations et détruire des habitations.

Le programme « RainReady » de Chicago, conseille et finance les communautés et les propriétaires en matière de gestion écologique de l'eau en plus d'animer des formations et des ateliers afin de leur permettre de mieux faire face aux inondations locales ; notamment l'inondation des sous-sols et/ou les reflux d'égout. À travers son programme « RainReady », les agents du « Center for Neighborhood Technology » offrent aux propriétaires d'établir un diagnostic de leur maison, d'en superviser la construction et de les conseiller en matière de financement. Ils se proposent ainsi d'inspecter les fondations et les sous-sols et de vérifier si les égouts ne sont endommagés ou obstrués afin de prévenir l'inondation des sous-sols. Ils inspectent également les jardins, gouttières et descentes d'eaux pluviales afin de déterminer si, pour résoudre un problème au niveau local, ils doivent être reclassés ou si les descentes doivent être débranchées ou déplacées. En outre, ils étudient la possibilité d'intégrer des infrastructures vertes propres à chaque site telles que des jardins de pluie et des bacs de récupération d'eau. En résumé, le propriétaire et les experts de « RainReady » élaborent ensemble une solution personnalisée²⁹.

6. Conclusion

Les impacts du changement climatique touchent plus ou moins les hommes et les femmes de groupes sociaux et culturels différents en fonction de leurs faiblesses financières, sociales et physiques. La capacité d'adaptation d'un individu ou d'un foyer est déterminée par sa résistance en termes de sécurité liée à l'eau, à la nourriture et aux moyens de subsistance. Les principales préoccupations liées au genre dans la politique, la planification et la mise en œuvre de l'adaptation au changement climatique doivent commencer par une

²⁸ Cf. Sun Fenghua, *Status and Prospect of Water in Beijing*, 2015.

²⁹ Cf. Timothy T. Loftus, Mary Ann Dickinson, *Chicago, Illinois, United States: City by the Lake and Centerpiece of America's Third Largest Metropolitan Region*, 2015.

analyse des informations ventilées par sexe liées aux besoins, aux capacités et aux faiblesses des différents groupes sociaux et culturels d'hommes et de femmes habitant dans les mégapoles. Il est nécessaire de mettre en place des mécanismes de dialogue et de fournir des efforts considérables envers les femmes pour favoriser leur participation à la politique, à la planification et aux prises de décisions.